

Monsieur Henri de Raincourt
Ministre auprès du ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères et européennes,
Chargé de la coopération
Ministère des Affaires Etrangères
27, rue de la Convention
CS91533
75732 Paris Cedex 15
France

19 octobre 2011

Monsieur le ministre,

Rendre l'aide transparente au Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide, Busan, 29 novembre - 1 décembre 2011.

Nous, agences, réseaux et organisations soussignés, vous écrivons pour solliciter votre appui pour s'assurer que les bailleurs de fonds réaffirmeront et approfondiront leurs engagements sur la transparence de l'aide lors du quatrième forum de haut niveau (HLF-4) sur l'efficacité de l'aide à Busan.

La récente mission d'Evaluation et de Surveillance de la Déclaration de Paris, souligne que la transparence est le fondement indispensable à l'efficacité de l'aide et à la responsabilité mutuelle. Bien que les donateurs et les pays partenaires aient pris conscience de cet enjeu en 2008 en honorant des engagements sur la transparence dans le cadre du Plan d'Action d'Accra, le rythme et l'ampleur du changement, concernant la transparence des résultats du développement, a été « lent à modéré »¹. Le soutien public à la campagne « Make Aid Transparent » (Rendez l'aide transparente) - la pétition à déjà obtenue près de 6000 signatures issues de 125 pays - démontre que les populations souhaitent que leurs gouvernements respectent leurs engagements.

Comme exprimé dans les positions du CABRI², les pays partenaires ont reconnu le besoin d'une aide plus prévisible et plus transparente pour assurer la compatibilité du standard commun avec les systèmes budgétaires gouvernementaux. Cette compatibilité permettrait un alignement des données sur les flux d'aide avec les budgets étatiques, habilitant les gouvernements à planifier l'allocation des ressources de façon plus efficace, ce qui encouragerait le processus de responsabilité au niveau de l'Etat dans les pays partenaires.

Nous croyons que la transparence de l'aide est un domaine dans lequel les bailleurs de fonds sont capables de faire part de réelles avancées à Busan, et ce grâce à la mise en œuvre de l'Initiative Internationale pour une Aide Transparente (International Aid Transparency Initiative ou IATI). A moins de six semaines de Busan, la transparence de l'aide doit être reconnue comme thème central ; et IATI, comme le premier des moyens à même de concourir à sa mise en place. Le document final devra explicitement mentionner les engagements avec un échéancier précis. En pratique, cela exigera les dispositions suivantes:

¹ Evaluation de la Déclaration de Paris, Rapport final, Mai 2011, p 20.

² L'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (Collaborative Africa Budget Reform Initiative), est un réseau regroupant les budgets officiels de 22 Ministères des Finances ou Organisations.

- Tous les bailleurs de fonds devront publier et dans les temps, les données sur les flux d'aide de façon compréhensible, dans un format comparable au standard de l'IATI, avant décembre 2015;
- Tous les bailleurs de fonds devront publier leur plans d'exécution pour atteindre ces engagements avant décembre 2012;
- Les informations publiées utilisent des définitions communes et des formats qui sont compatibles avec les budgets et les systèmes des pays partenaires.

En tant qu'observateur du processus IATI, votre soutien à la promotion d'une transparence de l'aide sera essentiel avant et pendant le HLF-4. La constitution d'une position commune de l'Union Européenne insistant sur le rôle de la transparence de l'aide et dans laquelle les Etats membres s'engagent à mettre en place des normes ambitieuses pour la transparence de l'aide basée sur l'IATI est cruciale.

La faisabilité de l'IATI est désormais indéniable – les bailleurs représentant 33 % l'APD déclarée ont annoncé leur intention de publier leurs chiffres d'aide selon ces normes d'ici Busan. Nous espérons travailler avec vous afin que ce pourcentage progresse et que le HLF-4 permette une véritable transparence de l'aide, pour les citoyens des pays partenaires comme pour la France.

Nous vous prions de croire, monsieur le ministre, en l'assurance de notre haute considération.

Coordination SUD – Jean-Louis Vielajus, President

ONE – Guillaume Grosso, Directeur France

Access Info Europe – Helen Darbshire, Executive Director

Access to Information Programme Bulgaria – Gergana Jouleva, Executive Director

Alliance for Aid Monitor Nepal (AAMN) – Prabhash Devkota, Secretary and National Program Manager

Alliance Sud – Michèle Laubscher, Coordinator of Development Policy

Association for Women's Rights in Development (AWID) – Lydia Alpizar, Executive Director

Australian Council for International Development (ACFID) – Marc Purcell, Executive Director

Bahrain Transparency Society – Adulnabi Alekry, President

Bond – Nick Roseveare, Chief Executive

CAFOD – Joanne Green, Head of Policy

Cercle de Coopération des ONG de développement – Christine Dahm, Secrétaire générale

Christian Aid – Loretta Minghella, Director

CIDSE – Bernd Nilles, Executive Director

Demnet Foundation for Development of Democratic Rights – Robert Hodosi, Policy Officer

Deutsche Welthungerhilfe – Uli Post, Director of Public Affairs and External Relations

Dóchas – Hans Zomer, Director

Estonian Roundtable for Development Cooperation – Ms. Piret Hirv, Secretary-General

Eurodad – Nuria Molina, Director

The Fight Against Corruption – Debbie Vogler, Chief Operating Officer

GlobalGiving Foundation – John Hecklinger, Chief Program Officer

Global South Initiative – Hansha Sanjyal, President

Gram Bharati Samiti – Bhawani Shanker Kusum, Secretary and Executive Director

HAND (Hungarian Association of NGOs for Development & Humanitarian Aid) – Ms. Tímea Gedeon, Director

Institute of Global Responsibility (Poland) – Marcin Wojtalik, Board Member

Instituto Mexicano para la Competitividad – Juan E. Pardinas, Director General

International Budget Partnership – Warren Krafchik, Director. *Member of the IATI Steering Committee*

KEPA – Timo Lappalainen, Executive Director of Service Centre for Development Cooperation KEPA

Kurdistan Centre for Strengthening Administrative and Managerial Ability – Shadan Mohammed Saeed, Executive Director

Lalenok Ba Ema Hotu – Christopher Henry Samson, Executive Director

Make Poverty History Australia – Tom Costello & Joelle Auffray, Co-Chairs

Misereor – Bernd Bornhorst, Head of Development Policy

New African Research and Development Agency – Lancedell Mathews, Executive Director

Oikos, Cooperação e Desenvolvimento – João José Fernandes, Executive Director

OpenAid – Claudia Schwegmann, Director

Open Forum on CSO Development Effectiveness – Brian Tomlinson, Member of the Global Facilitating Group. *Member of the IATI Steering Committee*

Open Knowledge Foundation – Daniel Deitrich, Chairman Executive Board

Oxfam International – Jeremy Hobbs, Executive Director

Plataforma Portuguesa das ONGD – Pedro Cruz, Executive Director

Polish Humanitarian Action – Janina Ochojska, President

Publish What You Fund – Karin Christiansen, Director. *Member of the IATI Steering Committee*

Robert F. Kennedy Center for Justice & Human Rights – Lynn Delaney, Executive Director

Save the Children UK – Brendan Cox, Director of Advocacy

SHERPA – Maud Perdriel-Vaissiere, Managing Director

Socio Economic Rights and Accountability Project – Adetokunbo Mumuni, Executive Director

South African History Archives – Tammy O’Connor, Advocacy Officer

Tearfund – Matthew Frost, Chief Executive Officer

Tiri – Fredrik Galtung, Chief Executive Officer

Transparency International – Corbus de Swardt, Managing Director. *Member of the IATI Steering Committee*

Transparency International Pakistan – Saad Rashid, Executive Director

Transparency Palestine – Hama Ahmad Zeidan, Director of Advocacy and Legal Advice Center

WaterAid – Margaret Batty, Director Policy and Campaigns Department

World Vision International – Beris Gwynne, Director of Global Accountability. *Member of the INGO Charter of Accountability Board and INGO Charter of Accountability Company representative on the CSO Open Forum on Development Effectiveness International CSO Advisory Group and the IATI Steering Committee.*





globalgiving



MAKE POVERTY HISTORY





**SOCIO-ECONOMIC RIGHTS
& ACCOUNTABILITY PROJECT**



